

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 24/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/01/2023

Contexte et constats

Publié sur 

COMPOST OISE - FERME DU BOIS (ex Sté des Espaces Verts)

Ferme du Bois de Monchy
60113 MONCHY HUMIERES

Références : IC-R/0043/23-NEC
Code AIOT : 0005106549

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/01/2023 dans l'établissement COMPOST OISE - FERME DU BOIS implanté Ferme du Bois de Monchy 60113 MONCHY HUMIERES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets (BREF WT - Waste Treatment) sont parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 17 août 2018.

Par conséquent un dossier de réexamen au regard des meilleures techniques disponibles était attendu de la part de l'exploitant auprès du préfet le 17 août 2019 au plus tard, et l'exploitation en conformité avec les MTD pour le traitement des déchets devait donc être effective pour le 17 août 2022.

Le guide sur le réexamen IED en date du 22/10/2019 préconise à l'inspection des installations classées, à l'issue du délai de mise en conformité, de réaliser des contrôles sur les dispositions applicables, y compris les engagements de l'exploitant. Le référentiel méthodologique pour les services d'inspection relative au réexamen IED en date du 06/03/2020 précise lui que les installations seront à contrôler dans l'année suivant l'entrée en application des conclusions du BREF. Le délai pour la mise en conformité des installations concernées par le BREF WT est échu (17/08/2022 – à l'exception des ISDND). C'est dans ce cadre qu'il est proposé de réaliser une action régionale sur le contrôle du respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 relatif au BREF WT.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMPOST OISE - FERME DU BOIS (ex Sté des Espaces Verts)
- Ferme du Bois de Monchy 60113 MONCHY HUMIERES
- Code AIOT : 0005106549
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société FERME DU BOIS exploite, sur la commune de Monchy-Humières, une plate-forme de compostage de déchets verts.

L'établissement relève du régime de l'autorisation pour les rubriques 3532 (valorisation et élimination de déchets non dangereux), 2780-1a (compostage de déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires), et du régime de la déclaration pour les rubriques 2260-2b (broyage, criblage de matières végétales et de produits organiques), 2171 (dépôt de fumier, engrais et support de culture), 1532-3 (stockage de bois ou matériaux combustibles analogues).

Le site est autorisé à traiter 21 000 tonnes de déchets verts par an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conformité à l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Aucune plainte en matière de bruit ou d'odeur n'a été enregistrée par l'inspection des installations classées.

Le village le plus près se situe à 2500 mètres de l'installation. Seule la maison du gérant est à 400 mètres. L'installation n'est donc pas située dans une zone sensible et pour laquelle des nuisances sonores ou olfactives sont probables ou constatées.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Séparation des déchets	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 - article I, alinéa a	/	Sans objet
2	Tri des déchets solides entrants	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 - article I, alinéa c	/	Sans objet
3	Capacité de stockage appropriée	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 - article I, alinéa e	/	Sans objet
4	Limitation de la production d'effluents aqueux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.3 - article II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte les prescriptions sélectionnées pour l'inspection de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED et qui est applicable à l'exploitation de ses installations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Séparation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1 - article I, alinéa a
Thème(s) : Risques chroniques, Séparation des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets sont séparés en fonction de leurs propriétés, de manière à en faciliter un stockage et un traitement plus simple et plus respectueux de l'environnement. La séparation des déchets consiste en la séparation physique des déchets et en des procédures qui déterminent où et quand les déchets sont stockés.
Constats : Les déchets verts acceptés sur le site sont des tontes de gazon, des branchages, des feuilles, des souches et des élagages. L'entreposage des déchets verts se fait à l'entrée du site. Les fermentation et maturation se situent au milieu du site. L'entreposage du compost prêt à l'emploi se fait au fond du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Tri des déchets solides entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1 - article I, alinéa c
Thème(s) : Risques chroniques, Tri des déchets solides entrants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le tri des déchets solides entrants a pour but d'éviter que des matières indésirables atteignent les phases ultérieures de traitement des déchets. Il peut comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le tri manuel sur la base d'un examen visuel ; - la séparation des métaux ferreux, des métaux non ferreux ou de tous les métaux ; - la séparation optique, par exemple par spectroscopie dans le proche infrarouge ou par rayons X ; - la séparation en fonction de la densité, par exemple par classification aéraulique ou au moyen de cuves de flottation ou de tables vibrantes ; - la séparation en fonction de la taille, par criblage/tamissage.
<p>Constats :</p> <p>Sont acceptés sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les déchets verts seuls ; - les déchets verts pouvant présenter quelques plastiques ne nécessitant pas l'intervention prolongée de l'opérateur pour effectuer le tri. <p>En cas de gisement non-conforme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - si les déchets verts présentent des indésirables en quantités importantes (collecte en PAP ou déchetteries avec beaucoup de sacs plastiques non vidés), pour éviter un refus de benne, il est demandé aux collecteurs de vider les sacs après validation par la collectivité et de mettre ces sacs dans des containers situés à proximité de l'aire de vidage ; - si des déchets verts sont en mélange avec des ordures ménagères (camions mal vidés entre deux collectes (OM + déchets verts)), les déchets verts souillés ainsi que les ordures ménagères sont refusés. <p>Pendant les heures d'ouverture :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en présence d'indésirables en faible quantité : l'opérateur les met dans des containers appropriés ensuite envoyés dans un centre de traitement ou de recyclage ; - en présence d'indésirables dans la benne en quantité importante : isolement de la benne (afin de libérer le transporteur) et contact téléphonique avec l'affréteur concerné + envoi par mail de la fiche de non-conformité (annexe 3) + photo à l'affréteur puis contact téléphonique par le responsable du site ; - si la constatation est avérée, l'affréteur organise l'acheminement d'un camion pour la reprise du chargement non conforme et l'évacue vers un centre de traitement approprié (à sa charge) ; - si la constatation est non avérée par photo, l'affréteur se déplace sur site pour constater la non-conformité et la procédure de reprise du chargement non-conforme est mise en place. <p>En dehors des heures d'ouverture (accès par badge automatique) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réception de la benne (pesée) ; - le lendemain matin : vérification des apports par l'opérateur. Si le constat d'un déchargement non-conforme est fait, la benne est isolée et la procédure de constat contradictoire est mise en place (ou lundi matin après le week-end).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Capacité de stockage appropriée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1 - article I, alinéa e
Thème(s) : Risques chroniques, Capacité de stockage appropriée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des mesures sont prises afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment : <ul style="list-style-type: none">- la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement ;- la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ;- le temps de séjour maximal des déchets est clairement précisé.
Constats : Le site est composé des aires suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 1 aire de réception, de tri et de contrôle des matières entrantes de 1500 m² ;- 1 aire de stockage des végétaux entrants de 1500 m² ;- 1 aire de fermentation aérobie: 3000 m² ;- 1 aire de maturation de 7500 m² ;- 1 aire d'affinage, de criblage et de formulation de 1500 m² ;- 1 aire de stockage des composts de 2000 m². L'aire de stockage des composts finis est isolée sur le site. Le stockage maximum est de 30 jours en été et de 60 jours en hiver. Mais pour des questions d'odeurs et parce que l'été, le site reçoit beaucoup de tontes, la durée de stockage est souvent réduite à 15 jours l'été et 1 mois l'hiver. En 2022, le site a traité 14 600 tonnes d'intrants, avec une moyenne de 60 tonnes par jour. L'exploitant respecte la capacité maximale : <ul style="list-style-type: none">- annuelle de traitement autorisée de 21 000 tonnes d'intrants ;- journalière de traitement autorisée de 83,3 tonnes par jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Limitation de la production d'effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.3 - article II
Thème(s) : Risques chroniques, Limitation de la production d'effluents aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Afin de limiter la production d'effluents aqueux et de réduire l'utilisation d'eau l'exploitant : [...] - réutilise dans la mesure du possible et selon leurs caractéristiques les eaux de procédés et autres flux aqueux ; [...]. Pour les installations existantes, cette disposition s'applique dans la limite des contraintes liées à la disposition des circuits d'eau.
Constats : La surface du site est entièrement imperméable. Toutes les eaux ruissellent sur le bitume pour rejoindre un caniveau en béton qui les conduit vers un débourbeur puis vers un bassin étanche de 1500 m ³ . Ces eaux sont utilisées pour l'irrigation des andains ; aucune eau n'est rejetée dans les milieux naturels.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet